

jeudi 20 décembre 2018 à 16:08

Frustrées par la Fed, les Bourses en berne

MARCHÉS Les investisseurs qui redoutent de voir la croissance mondiale ralentir après les annonces de la Fed.



Les Bourses mondiales ont de nouveau vacillé jeudi au lendemain des annonces de la Banque centrale américaine (Fed), dont le discours moins accommodant que prévu a frustré des investisseurs qui redoutent de voir la croissance mondiale ralentir significativement.

A cette source d'inquiétudes croissantes s'est ajoutée aux Etats-Unis la crainte d'un éventuel blocage budgétaire alors que le président Donald Trump, faute d'avoir obtenu des financements pour un mur à la frontière avec le Mexique, a refusé de signer une loi visant à éviter une paralysie des administrations.

Résultat: l'indice vedette de Wall Street, le Dow Jones Industrial Average, a abandonné 1,99% et le Nasdaq, à forte coloration technologique, a cédé 1,63% après avoir en cours de séance perdu plus de 20% par rapport à son record, atteint au mois d'août.

Vendre d'abord, questions ensuite

Les marchés européens avaient déjà terminé en nette baisse, le CAC 40 parisien refluant de 1,78%, le Dax francfortois perdant 1,44%, et l'indice londonien FTSE se repliant plus modérément de 0,8%.

Et les places boursières asiatiques avaient enregistré des déconvenues similaires, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo ayant dévissé de 2,84% tandis que la Bourse de Hong Kong a terminé en repli de 0,94%.

«Entre la Fed et les aléas budgétaires à Washington, le marché décide de vendre d'abord et de poser des questions ensuite», a commenté David Levy, de Republic Wealth Advisors.

faisant fi des pressions du président américain.

L'institution a aussi revu à la baisse, de trois à deux, ses perspectives de hausses de taux pour l'an prochain et ses anticipations de croissance et d'inflation pour 2018 et 2019, actant ainsi la prise en compte d'un risque de calage de l'économie américaine. Mais ce fléchissement a été jugé insuffisant par les acteurs du marché, qui s'inquiètent des conséquences d'une remontée trop rapide des taux.

Erreur de jugement de la Fed ?

«Le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, n'a pas réussi à rassurer les investisseurs, qui craignent que le resserrement de la politique monétaire n'étouffe la croissance économique», a expliqué Naeem Aslam, analyste de Think Markets, pour justifier la dégringolade des indices mondiaux.

La Banque centrale américaine table en effet sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) américain de 3% cette année et de 2,3% l'an prochain, contre respectivement 3,1% et 2,5% lors de ses projections publiées en septembre. Malgré ce ralentissement en vue, elle juge toujours les risques sur les perspectives économiques «globalement équilibrés».

«Là où le bât blesse, c'est que le marché attendait un signal clair et direct indiquant que la Fed allait se mettre en mode pause», a analysé Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo Banque.

«Beaucoup d'intervenants de marché ont douté ces dernières séances de la possibilité même d'une hausse des taux en décembre et une plus importante proportion attendait un message allant dans le sens du statu quo monétaire en 2019», selon lui.

Forte volatilité

Dans une période compliquée, où les marchés en manque complet de visibilité sont soumis à une forte volatilité, les tentatives de rebond ont souvent été avortées ces dernières semaines au profit de simples sursauts techniques. Les analystes ne voient pas l'horizon s'éclaircir d'ici à la fin de l'année.

«À moins que les investisseurs ne prennent un peu de recul par rapport à ce qui s'est passé et relativisent, on peut clairement dire ce jeudi que la probabilité d'un mouvement d'achat massif à Noël est proche de zéro», prévient M. Dembik.

Et ce, même si en zone euro, la fin du bras de fer entre Rome et Bruxelles sur le budget italien a supprimé une source d'incertitude pour les investisseurs. Car «d'autres risques subsistent dont un non-accord sur le Brexit et un ralentissement en Chine», avec en toile de fond le conflit commercial, souligne Fabian Gmuender, chez UBS.